

LW/BT

COUR D'APPEL DE DIJON

RÉFÉRÉ

ORDONNANCE DU 27 SEPTEMBRE 2011

N°71/2011

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL N° 11/00024

**S O C I E T É
N A T I O N A L E D E S
C H E M I N S D E F E R
F R A N C A I S**

C/

M. BERILLE ès qualités
de secrétaire du CHSCT
CHSCT UNITE DE
TRACTION FRET BFC
ZONE DE PERRIGNY

DEMANDERESSE :

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
34 rue du commandant Mouchotte
75014 PARIS

représentée par la SCP AVRIL & HANSEN, avoués à la Cour et par
Maitre BERNARD, avocat au barreau de Dijon

DEFENDEURS :

Monsieur Monsieur Laurent BERILLE ès qualités de secrétaire du
CHSCT UNITE DE TRACTION FRET BFC ZONE DE
PERRIGNY
1 rue Frédéric Mistral
21000 DIJON

**CHSCT UNITE DE TRACTION FRET BFC ZONE DE
PERRIGNY**
32 rue JB Peincedé
21000 DIJON

représentés par Maitre GERBAY, avoué à la Cour, et par Maitre
Catherine MABILLE, avocat au barreau de Paris

COMPOSITION :

Président : Luc WAULTIER, Président de chambre
lors des débats et du délibéré

GREFFIER LORS DES DEBATS : Brigitte THOURET,

DEBATS : audience publique du 06 Septembre 2011

ORDONNANCE : rendue contradictoirement,

PRONONCÉE publiquement par mise à disposition au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile :

SIGNÉE par Luc WAULTIER, Président de chambre et par Brigitte THIOURT, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

EXPOSE DU LITIGE

Par acte du 07 janvier 2011, la Société nationale des chemins de fer français a fait assigner devant le juge des référés le Comité d'hygiène de sécurité des conditions de travail (CHSCT) de l'unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone de Perrigny et Monsieur BERILLÉ en qualité de secrétaire du CHSCT, aux fins de voir annuler avec exécution provisoire, la délibération de cet organisme du 25 novembre 2010 par laquelle il a procédé à la désignation d'un expert extérieur.

Par ordonnance rendue en la forme des référés le 26 avril 2011, le président du tribunal de grande instance de Dijon, par décision motivée à laquelle il convient de se reporter pour l'exposé des moyens présentés par les parties, a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes, dit la désignation du cabinet DEGEST, expert agréé par le Ministre du travail, par le CHSCT unité Fret Bourgogne Franche-Comté zone de Perrigny valable, condamné la SNCF à payer au CHSCT sus indiqué, la somme de 1 500 € en application de l'article L. 4611-13 du code du travail, ordonné l'exécution provisoire de la décision afin de ne pas retarder le projet conséquent et condamné la SNCF aux dépens.

Par déclaration du 04 mai 2011, la SNCF a régularisé appel de la décision déferée.

Par assignation du 09 juin 2011, la SNCF a sollicité sur le fondement de l'article 524 du code de procédure civile et devant le premier président de la Cour, la suspension de l'exécution provisoire attachée à l'ordonnance de référé du 26 avril 2011, et la condamnation du CHSCT unité de Traction Fret Bourgogne Franche-Comté zone de Perrigny représenté par Laurent BERILLÉ aux entiers dépens, en exposant, indépendamment des moyens touchant au fond, le fait selon elle que l'exécution ordonnée entraînerait des conséquences manifestement excessives, en ce qu'elle créerait une situation de fait irréversible, privant d'intérêt et d'objet l'appel interjeté, en relatant notamment :

- que suite à la réorganisation du fret et l'utilisation de l'outil SIRIUS, une convention a été signée le 1^{er} mars 2010 entre elle et le cabinet SECAFI, entraînant des honoraires de mission de 262 280 € HT outre divers frais afférents à celle-ci.

- que le 06 mai 2010, le cabinet SECAFI a rendu son rapport destiné à l'ensemble des CHSCT concernés, et l'unité de Traction Fret Bourgogne Franche-Comté a été consultée le 26 novembre 2010.

C'est dans ces conditions que la SNCF a sollicité la suspension de l'exécution provisoire, en faisant connaître :

- que le cabinet DEGEST missionné a déjà contacté la SNCF pour mettre en place la convention d'expertise, qu'ainsi l'exécution provisoire aura des conséquences manifestement excessives en ce qu'elle viderait l'appel formé par elle de tout objet, alors que si l'expertise débute avant la décision d'appel, celle-ci serait vidée de son sens.

- qu'aux termes de l'article L. 4614-13 du code du travail, les coûts liés à l'expertise seront supportés par l'entreprise qui ne pourra être remboursée et dédommée, le CHSCT ne disposant pas de fonds propres.

Le CHSCT unité de Traction Fret Bourgogne Franche-Comté zone de Perrigny représenté par Laurent BERRILLE, s'oppose à la suspension de l'exécution provisoire contenue à la décision du 26 avril 2011, en exposant essentiellement :

- que la SNCF ne démontre pas l'existence de conséquences manifestement excessives, l'absence de faculté de restitution ne constitue pas un motif légitime alors que ces conséquences doivent être appréciées à l'égard de la situation du débiteur et non au regard des capacités de remboursement du créancier, la mise en oeuvre de l'expertise avant la procédure d'appel, n'entraînerait aucune conséquence pécuniaire pour la SNCF,

- que l'arrêt de l'exécution provisoire aura des conséquences dommageables pour le CHSCT au regard du projet sur lequel doit porter l'expertise déjà mis en oeuvre,

- qu'il avait sollicité de :

* débouter la SNCF de l'intégralité de ses demandes ;

* condamner la SNCF à payer au CHSCT unité de Traction Fret Bourgogne Franche-Comté zone de Perrigny la somme de 2 272,40 euros au titre des honoraires de son avocat dans le cadre de sa défense devant le Premier Président de la cour d'appel de Dijon,

* condamner la SNCF à rembourser à Maître MABILLE ses frais de transports afférents au déplacement à l'audience devant le premier président de la cour d'appel de Dijon ou condamner la SNCF à payer ces frais entre les mains du CHSCT unité de Traction Fret Bourgogne Franche-Comté zone de Perrigny qui remboursera ces frais à son avocat, soit la somme globale de 101 euros ;

* condamner la SNCF aux entiers dépens.

MOTIVATION :

Attendu que la décision rendue en la forme des référés est une décision sur le fond qui n'est pas exécutoire de plein droit : qu'en application de l'article 524 du code de procédure civile, le premier président peut arrêter l'exécution provisoire d'une telle décision si elle risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives au regard des facultés de paiement de la partie condamnée ou des facultés de l'adversaire,

Attendu que les frais de l'expertise sont à la charge de la SNCF au sens de l'article L. 4611-1 alinéa 1 du code du travail et s'avèrent importants,

Attendu que le CHSCT ne disposant pas de ressources propres, la SNCF ne pourra obtenir le remboursement des frais engagés en cas d'infirmité de l'ordonnance par la Cour et d'annulation de la délibération du CHSCT de faire appel à un expert constituant une conséquence manifestement excessive,

Attendu qu'il convient d'arrêter l'exécution provisoire de l'ordonnance déferée en ce qu'elle a débouté la SNCF de sa demande en annulation de la délibération du CHSCT du 25 novembre 2010 et confirmé la désignation de l'expert,

Attendu que l'exécution provisoire sera maintenue sur la condamnation de la SNCF à verser au CHSCT la somme de 1 500 € au titre de l'article L. 4611-13 du code du travail dès lors qu'aucun abus de droit du CHSCT n'est établi,

Attendu que la SNCF doit également supporter les frais de l'action en suspension de l'exécution provisoire, y compris des frais d'avocat du CHSCT, qui seront fixés à 1 500 € par application des articles L. 4614-12 et L. 4614-13,

PAR CES MOTIFS

Statuant contradictoirement,

Arrête l'exécution provisoire de l'ordonnance rendue le 26 avril 2011 par le président du tribunal de grande instance de Dijon en ce qu'elle a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes d'annulation de la délibération du CHSCT du 25 novembre par laquelle il a été procédé à la désignation d'un expert :

Dit n'y avoir lieu à arrêt de l'exécution provisoire pour le surplus :

Met les dépens du présent référé à la charge de la SNCF qui supportera en outre les frais d'avocat du CHSCT à hauteur de 1 500 €.

Le Greffier _____

Le Président _____

Brigitte THOURT

Luc WAULTIER



I

L.W/BL

COUR D'APPEL DE DIJON

RÉFÉRÉ

ORDONNANCE DU 27 SEPTEMBRE 2011

N°70/2011

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL N° 11/00025

**S O C I E T E
NATIONALE DES
CHEMINS DE FER
FRANCAIS**

C/

M. TRIBOULIN ès
qualités de secrétaire du
CHSCT
CHSCT DE L'UNITE
TRACTION FRET
B.F.C ZONE DIFFUSE

DEMANDERESSE :

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
34 rue du commandant Mouchotte
75014 PARIS

représentée par la SCP AVRIL & HANSEN, avoués à la cour et Maître
François-Xavier BERNARD, avocat au barreau de Dijon

DEFENDEURS :

Monsieur M. TRIBOULIN ès qualités de secrétaire du CHSCT UT
FRET BOURGOGNE FRANCHE-COMTE ZONE DIFFUSE
18 boulevard Edouard Branly
21300 CHENOVE

**CHSCT DE L'UNITE TRACTION FRET BOURGOGNE
FRANCHE-COMTE ZONE DIFFUSE**, prise en la personne de son
représentant légal
32 rue JB Peincedé
21000 DIJON

représentés par Me GERBAY, avoué à la Cour, et par Maître Catherine
MABILLÉ, avocat au barreau de Paris

INTERVENANTS VOLONTAIRES

**CHSCT UNITÉ CONDUITE ZONE LYON PERRACHE - CHALON
SUR SAÔNE - AMBÉRIEU** venant aux droits du CHSCT UT FRET
BOURGOGNE FRANCHE COMTE ZONE DIFFUSE, représenté par
Monsieur Patrick TRIBOULIN
32 rue JB Peincedé
21000 DIJON

CHSCT FRET TRACTION BOURGOGNE FRANCHE COMTE venant
aux droits du CHSCT UT FRET BOURGOGNE FRANCHE COMTE
zone DIFFUSE, représenté par Monsieur Sébastien BERARD
32 rue JB Peincedé
21000 DIJON

représentés par Me GERBAY, avoué à la Cour, et par Maître Catherine
MABILLE, avocat au barreau de Paris

COMPOSITION :

Président : Luc WAULTIER, Président de chambre
lors des débats et du délibéré

GREFFIER LORS DES DEBATS : Brigitte THIOURT,

DEBATS : audience publique du 06 Septembre 2011

ORDONNANCE : rendue contradictoirement,

PRONONCÉE : publiquement par mise à disposition au greffe de la
Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions
prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile :

SIGNÉE par Luc WAULTIER, Président de chambre et par Brigitte
THIOURT, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat
signataire.

EXPOSE DU LITIGE

Par acte du 07 janvier 2011, la Société nationale des chemins de
fer français a fait assigner devant le juge des référés le Comité d'hygiène
de sécurité des conditions de travail (CHSCT) de l'unité traction fret
Bourgogne Franche-Comté zone diffuse et Monsieur TRIBOULIN en
qualité de secrétaire du CHSCT, aux fins de voir annuler avec exécution
provisoire, la délibération de cet organisme du 26 novembre 2010 par
laquelle il a procédé à la désignation d'un expert extérieur.

Par ordonnance rendue en la forme des référés le 26 avril 2011, le
président du tribunal de grande instance de Dijon, par décision motivée
à laquelle il convient de se reporter pour l'exposé des moyens présentés
par les parties, a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes, dit la
désignation du cabinet DEGEST, expert agréé par le Ministre du travail,
par le CHSCT unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone diffuse
valable, condamné la SNCF à payer au CHSCT sus indiqué, la somme de
1 500 € en application de l'article L. 4611-13 du code du travail, ordonné
l'exécution provisoire de la décision afin de ne pas retarder le projet
conséquent et condamné la SNCF aux dépens.

Par déclaration du 04 mai 2011, la SNCF a régularisé appel de la décision déferée.

Par assignation du 09 juin 2011, la SNCF a sollicité sur le fondement de l'article 524 du code de procédure civile et devant le premier président de la Cour, la suspension de l'exécution provisoire attachée à l'ordonnance de référé du 26 avril 2011, et la condamnation du CHSCT unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone diffuse représenté par Patrick TRIBOULIN aux entiers dépens, en exposant, indépendamment des moyens touchant au fond, le fait selon elle que l'exécution ordonnée entraînerait des conséquences manifestement excessives, en ce qu'elle créerait une situation de fait irréversible, privant d'intérêt et d'objet l'appel interjeté, en relatant notamment :

- que suite à la réorganisation du fret et l'utilisation de l'outil SIRIUS, une convention a été signée le 1^{er} mars 2010 entre elle et le cabinet SECAFI, entraînant des honoraires de mission de 262 280 € HT outre divers frais afférents à celle-ci,

- que le 06 mai 2010, le cabinet SECAFI a rendu son rapport destiné à l'ensemble des CHSCT concernés, et l'unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone diffuse a été consultée le 26 novembre 2010.

C'est dans ces conditions que la SNCF a sollicité la suspension de l'exécution provisoire, en faisant connaître :

- que le cabinet DEGEST missionné a déjà contacté la SNCF pour mettre en place la convention d'expertise, qu'ainsi l'exécution provisoire aura des conséquences manifestement excessives en ce qu'elle viderait l'appel formé par elle de tout objet, alors que si l'expertise débute avant la décision d'appel, celle-ci serait vidée de son sens.

- qu'aux termes de l'article L. 4614-13 du code du travail, les coûts liés à l'expertise seront supportés par l'entreprise qui ne pourra être remboursée et dédommée, le CHSCT ne disposant pas de fonds propres.

Le CHSCT unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone diffuse représenté par Patrick TRIBOULIN, s'oppose à la suspension de l'exécution provisoire contenue à la décision du 26 avril 2011, en exposant essentiellement :

- que la SNCF ne démontre pas l'existence de conséquences manifestement excessives, l'absence de faculté de restitution ne constitue pas un motif légitime alors que ces conséquences doivent être appréciées à l'égard de la situation du débiteur et non au regard des capacités de remboursement du créancier, la mise en oeuvre de l'expertise avant la procédure d'appel, n'entraînerait aucune conséquence préjudiciable pour la SNCF,

- que l'arrêt de l'exécution provisoire aura des conséquences dommageables pour le CHSCT au regard du projet sur lequel doit porter l'expertise déjà mis en oeuvre,

- qu'il avait sollicité de :

- * débouter la SNCF de l'intégralité de ses demandes ;
- * condamner la SNCF à payer au CHSCT unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone diffuse la somme de 2 272,40 euros au titre des honoraires de son avocat dans le cadre de sa défense devant le Premier Président de la cour d'appel de Dijon.
- * condamner la SNCF à rembourser à Maître MABILLÉ ses frais de transports afférents au déplacement à l'audience devant le premier président de la cour d'appel de Dijon ou condamner la SNCF à payer ces frais entre les mains du CHSCT unité traction fret Bourgogne Franche-Comté zone diffuse qui remboursera ces frais à son avocat, soit la somme globale de 101 euros ;
- * condamner la SNCF aux entiers dépens.

MOTIVATION :

Attendu que la décision rendue en la forme des référés est une décision sur le fond qui n'est pas exécutoire de plein droit ; qu'en application de l'article 524 du code de procédure civile, le premier président peut arrêter l'exécution provisoire d'une telle décision si elle risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives au regard des facultés de paiement de la partie condamnée ou des facultés de l'adversaire.

Attendu que les frais de l'expertise sont à la charge de la SNCF au sens de l'article L. 461-alinéa 1 du code du travail et s'avèrent importants.

Attendu que le CHSCT ne disposant pas de ressources propres, la SNCF ne pourra obtenir le remboursement des frais engagés en cas d'infirmité de l'ordonnance par la Cour et d'annulation de la délibération du CHSCT de faire appel à un expert constituant une conséquence manifestement excessive.

Attendu qu'il convient d'arrêter l'exécution provisoire de l'ordonnance déférée en ce qu'elle a débouté la SNCF de sa demande en annulation de la délibération du CHSCT du 26 novembre 2010 et confirmé la désignation de l'expert.

Attendu que l'exécution provisoire sera maintenue sur la condamnation de la SNCF à verser au CHSCT la somme de 1 500 € au titre de l'article L. 4614-13 du code du travail dès lors qu'aucun abus de droit du CHSCT n'est établi.

Attendu que la SNCF doit également supporter les frais de l'action en suspension de l'exécution provisoire, y compris des frais d'avocat du CHSCT, qui seront fixés à 1 500 € par application des articles L. 4614-12 et L. 4614-13,

PAR CES MOTIFS

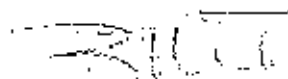
Statuant contradictoirement,

Arrête l'exécution provisoire de l'ordonnance rendue le 26 avril 2011 par le président du tribunal de grande instance de Dijon en ce qu'elle a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes d'annulation de la délibération du CHSCT du 26 novembre par laquelle il a été procédé à la désignation d'un expert ;

Dit n'y avoir lieu à arrêt de l'exécution provisoire pour le surplus ;


Met les dépens du présent référé à la charge de la SNCF qui supportera en outre les frais d'avocat du CHSCT à hauteur de 1 500 €.

Le Greffier



Brigitte THOURT

Le Président



Luc WAULTIER

En conséquence, l'arrêt de l'exécution provisoire de l'ordonnance rendue le 26 avril 2011 par le président du tribunal de grande instance de Dijon en ce qu'elle a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes d'annulation de la délibération du CHSCT du 26 novembre par laquelle il a été procédé à la désignation d'un expert ;

En conséquence, l'arrêt de l'exécution provisoire de l'ordonnance rendue le 26 avril 2011 par le président du tribunal de grande instance de Dijon en ce qu'elle a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes d'annulation de la délibération du CHSCT du 26 novembre par laquelle il a été procédé à la désignation d'un expert ;

En conséquence, l'arrêt de l'exécution provisoire de l'ordonnance rendue le 26 avril 2011 par le président du tribunal de grande instance de Dijon en ce qu'elle a débouté la SNCF de l'ensemble de ses demandes d'annulation de la délibération du CHSCT du 26 novembre par laquelle il a été procédé à la désignation d'un expert ;

